

Economie et prospérité



Plus de liberté économique et moins de bureaucratie

L'UDC se bat pour augmenter la liberté entrepreneuriale et contre la multiplication des lois et interdictions qui entravent nos entreprises. Les tendances de ces dernières années à réguler toujours plus notre marché du travail initialement libéral, à renchérir l'énergie et les transports et à alourdir les charges administratives doivent enfin cesser. Nos performantes petites et moyennes entreprises, mais aussi les nombreuses grandes sociétés qui ont leur siège en Suisse doivent être ménagées. L'UDC s'engage pour la qualité suisse et se bat pour des conditions-cadres compétitives, seule manière de préserver l'emploi en Suisse.



“ Nous autres chefs d'entreprises, nous devons remplir un trop grand nombre de formulaires officiels. Cela coûte du temps, des nerfs et beaucoup d'argent. L'économie privée crée de la prospérité, la bureaucratie la détruit. ”

Une période difficile pour le libéralisme économique

Être social, c'est créer des emplois. Le travail est le remède le plus efficace contre la pauvreté. Voilà qui explique pourquoi les économies de marché libérales sont historiquement et mondialement les plus efficaces et affichent le moins de pauvreté. Notre pays est certes toujours en assez bonne position économique, mais la productivité stagne et, en termes de revenu par habitant, la Suisse a constamment perdu du terrain depuis 1980 par rapport à d'autres pays. Des emplois ne sont créés et la prospérité ne peut augmenter que si les entreprises disposent de conditions favorables qui encourageant les investissements.

L'Etat ne cesse de s'étendre

Depuis quelques années l'emploi progresse presque uniquement dans le secteur public, soit dans les administrations, la santé publique et le domaine social. Ces nombreux nouveaux postes publics chargent non seulement les contribuables, mais aussi l'économie. Plus de fonctionnaires, cela signifie toujours plus de bureaucratie et d'activisme étatique et encore plus de reprises de règles de droit UE. Le marché et la concurrence sont remplacés par des prescriptions et interventions de l'Etat ainsi que par un égalitarisme international qui évince les entreprises privées du marché. Des monopoles inutiles comme ceux de la Poste, de la SUVA ou de la SSR renchérisent les prestations et entravent une authentique concurrence.

Feu roulant sur le secteur financier

On constate de surcroît que l'obligation économique de chaque employeur et artisan de réaliser des bénéfices est aujourd'hui remise en question sur le plan moral. Pourtant, des chefs d'entreprise, commerçants et artisans performants sont les vrais travailleurs sociaux de ce pays. La pression exercée sur la branche financière est particulièrement forte. Rappelons que le secteur des banques, des assurances et des finances produit 9,2% de la performance économique globale de la Suisse. La jalousie et des finances publiques proches de la banqueroute font de cette branche la cible d'attaques constantes venant de milieux étrangers qui trouvent en Suisse des complices bénévoles jusqu'au niveau du Conseil fédéral. Le secret bancaire suisse et la sphère privée financière ont été de facto supprimés pour les étrangers et les avantages concurrentiels dont bénéficiait l'économie suisse ont été sacrifiés sur l'autel de standards internationaux ou de la protection des consommateurs.

La sphère financière privée des citoyennes et citoyens par rapport à l'étranger a été fortement compromise. L'UDC s'oppose à toute nouvelle atteinte à la sphère privée par un renforcement des échanges d'informations avec l'étranger, car ces interventions – notamment si elles imposent des automatismes – violent des principes suisses élémentaires comme la protection de la sphère privée et les rapports basés sur la bonne foi entre les citoyens et l'Etat.

La sphère privée des Suissesses et de Suisses est inviolable

Le secret protégeant les clients des banques doit absolument être maintenu à l'intérieur de la Suisse. La sphère privée financière des personnes et entreprises domiciliées en Suisse doit rester protégée. Au niveau de la juridiction européenne et globale, l'UDC continue de se battre pour que la Suisse ne reprenne que les standards internationaux obligatoires et indispensables à l'accès au marché global.

Il faut rappeler à ce sujet que la branche financière suisse doit sa position forte à son savoir-faire, à la stabilité politique et économique du pays, la sécurité du droit, la sécurité globale



du pays ainsi qu'à la sauvegarde de la sphère privée financière. Mis à part le savoir-faire, tous ces avantages sont aujourd'hui menacés.

Le tourisme sous pression

Le tourisme avec ses nombreux emplois est d'une grande importance pour l'économie suisse. La beauté exceptionnelle des paysages suisses est cependant contrebalancée par des facteurs négatifs comme des monnaies étrangères en crise, des coûts de production élevés et des structures surannées. Les entreprises touristiques suisses peuvent certes régler elles-mêmes bon nombre de ces problèmes, mais non pas tous. Afin de soutenir la lutte contre l'explosion des coûts, l'UDC s'engage pour le maintien du taux de TVA spécial dans l'hôtellerie et la gastronomie.

Soutenir les petites et moyennes entreprises

Plus de 99% des entreprises suisses sont petites à moyennes (PME), donc employant moins de 250 personnes. Les deux tiers des salariés suisses travaillent dans des PME. C'est dire que ces dernières forment l'épine dorsale de l'économie nationale. Consciente de cette situation, l'UDC s'engage tout particulièrement pour le bien-être de ces entreprises. Les conseillères nationales et conseillers nationaux UDC ont soutenu très fermement les projets favorables au PME comme en témoigne une enquête de l'Union suisse des arts et métiers (usam). Une évaluation de 215 votes portant sur 169 thèmes pertinents pour les PME a permis de constater, en 2015 déjà, que 41 membres

de l'UDC figuraient parmi les 50 premiers conseillers nationaux. Au Conseil des Etats, les élus UDC occupent les quatre premiers rangs. Conclusion : aucun autre parti politique ne défend aussi systématiquement l'économie en général et les arts et métiers en particulier que l'UDC. Des réglementations, lois, prescriptions et interdictions superflues ainsi que la reprise automatique du droit UE sont un poison pour les entreprises, si bien que l'UDC s'y oppose fermement.

Protéger la souplesse du marché du travail, c'est une protection contre le chômage

Un marché du travail souple est la meilleure protection contre le chômage en permettant à un maximum de personnes d'y accéder et d'y trouver un bon revenu. Un droit du travail libéral et une formation libre et décentralisée des salaires sont les principaux atouts du marché du travail suisse.

Or, depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2002, le nombre de conventions collectives de travail (CCT) a massivement augmenté en Suisse. Aujourd'hui plus de 2 millions de salariés sont soumis à une CCT. Les syndicats agissent comme représentants officiels de plus de la moitié des salariés alors que seuls 15% d'entre eux sont syndiqués. Aspect alarmant, la Confédération et les cantons tentent de plus en plus souvent de réglementer le marché du travail par des CCT déclarées de force obligatoire. Le nombre de conventions de ce type a plus que doublé depuis 2001.





Recherche et innovation

L'innovation est le moteur du développement économique. La Suisse avec ses coûts de production élevés, son petit marché intérieur et son manque de matières premières est totalement tributaire de l'innovation et passe d'ailleurs pour être la championne du monde dans cette discipline. La recherche et l'innovation ont besoin de conditions-cadres avantageuses. Ces dernières comprennent notamment une main-d'œuvre bien formée, un faible niveau de régulation, un contexte fiscal compétitif, la stabilité politique et la protection de la propriété intellectuelle. Il faut également veiller à sauvegarder notre système unique de formation professionnelle duale qui constitue la meilleure protection contre le chômage des jeunes et assure une relève de professionnels bien formés.

Commerce avec le monde entier

Le libre-échange, donc un échange de biens et de prestations de service qui n'est pas entravé par des droits de douane et d'autres obstacles au commerce, est le moteur de l'économie mondiale. Petit Etat dépendant fortement de ses exportations (en 2018 la Suisse exporte marchandises d'une valeur de 233 milliards de francs) notre pays a toujours visé un commerce mondial avec le moins d'obstacles possibles, donc réglé par des accords de libre-échange. Elle doit encore accroître ses efforts afin de multiplier les accords de libre-échange en respectant toutefois les intérêts de son agriculture et en veillant à un degré d'auto – approvisionnement suffisant. Compte tenu de l'importance changeante des marchés et de l'arrivée en force

des pays émergents, la Suisse doit adopter une démarche universelle et ne pas s'aligner uniquement sur l'UE. La Suisse ne pouvant évidemment pas mener une politique de puissance au niveau mondial en raison de sa petite taille, sa survie économique dépend de toute manière de règles commerciales contraignantes. C'est pour cette raison qu'elle est membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dont l'objectif est d'assurer un commerce mondial libéral.

Retour vers les valeurs du libéralisme

Notons finalement que le rôle de l'Etat n'est pas de concurrencer ou d'entraver l'économie privée, mais au contraire de mettre

en place des conditions-cadres garantissant une activité économique aussi libre que possible. Lorsque la bureaucratie foisonne, l'activité entrepreneuriale est forcément entravée et les coûts de la régulation deviennent étouffants. Les réglementations bureaucratiques inutiles imposées par l'Etat – notamment à la suite de l'éventuelle conclusion d'un accord-cadre institutionnel avec l'UE – nuisent aux entreprises, donc à la Suisse. L'UDC s'engage pour faire cesser l'activisme croissant de l'Etat et donner plus de place à la responsabilité individuelle.



Positions

L'UDC ...

- exige des conditions-cadres optimales pour les petites, moyennes et grandes entreprises qui forment l'épine dorsale de l'économie suisse;
- exige plus de liberté et moins de régulations, de prescriptions et d'interdictions pour assurer l'emploi et faciliter la création de nouvelles places de travail;
- exige que l'Etat cesse de concurrencer ou d'entraver l'économie;
- veut maintenir le franc suisse comme monnaie souveraine et indépendante;
- s'oppose à la réduction, voire à la suppression de l'argent liquide comme moyen légal de paiement;
- s'oppose à la hausse de la TVA;
- soutient la place financière et le secret protégeant les clients des banques en Suisse;
- exige la protection de la propriété intellectuelle;
- exige la sauvegarde de l'infrastructure stratégique (eau, énergie, routes, etc.) en mains suisses;
- soutient la recherche et l'innovation en Suisse, les chefs d'entreprise et les jeunes entrepreneurs;
- s'engage pour des coûts salariaux annexes modérés;
- refuse des réglementations par quotas imposés par l'Etat;
- demande que les quorums pour la déclaration de force obligatoire générale ne soient en aucun cas abaissés et que la validité des co

ventions collectives de travail ayant force obligatoire générale ne soit pas étendue au-delà de la branche concernée;

- veut donner plus de souplesse au marché du travail suisse et le moderniser, flexibiliser l'enregistrement du temps de travail et renforcer l'indépendance de la Suisse;
- s'oppose à toute nouvelle mesure d'accompagnement et entend réduire les mesures existantes dès que la Suisse reprendra le contrôle de l'immigration de manière indépendante.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme salarié, un emploi sûr;
- ✓ comme chef d'entreprise, plus de marge financière pour innover;
- ✓ comme artisan et agriculteur producteur, moins de bureaucratie et de paperasses à remplir;
- ✓ comme hôtelier et restaurateur, une meilleure position sur le marché et davantage de clients.
- ✓ comme client d'une banque, la certitude qu'à l'avenir également les pouvoirs publics ne pourront pas accéder automatiquement à mes données financières;
- ✓ comme Suisse, l'assurance de disposer d'un moyen de paiement fort, le franc suisse, également sous forme liquide.